

Dossier spécial

Performance et survie des PME féminines en Afrique francophone

L'entrepreneuriat féminin est un sujet d'intérêt croissant en raison de son potentiel à stimuler le développement économique et l'autonomisation des femmes. Ce dossier examine les facteurs influençant la performance et la survie des PME féminines en Afrique francophone, tout en décrivant les défis et les opportunités uniques qui se présentent aux femmes entrepreneures.

L'accès au financement est souvent cité comme l'un des principaux défis pour les PME féminines en Afrique francophone. Les femmes entrepreneures rencontrent des obstacles significatifs pour obtenir des prêts bancaires, principalement en raison de la discrimination basée sur le genre et du manque de garanties. Selon Aterido et ses collègues (2013), les femmes en Afrique subsaharienne ont moins de chances d'obtenir un financement externe que les hommes, ce qui limite leur capacité à investir dans leur entreprise et à en assurer la croissance. Les institutions financières sont souvent réticentes à prêter aux femmes en raison des perceptions de risque élevé (Muravyev et collab., 2009).

Le niveau d'éducation et de formation des femmes joue également un rôle crucial dans la performance de leur entreprise. Des études montrent que les entrepreneures ayant un niveau d'éducation plus élevé sont mieux équipées pour gérer les défis rencontrés dans la pratique des affaires. Une recherche d'Estrin et Mickiewicz (2011), suivant les travaux de Brush (2006), indique que l'éducation des femmes est positivement corrélée avec la performance de leur entreprise. Les femmes éduquées comprennent mieux les dynamiques du marché, gèrent efficacement leurs finances et naviguent parmi les régulations administratives. Cependant, Minniti et Naudé (2010) tempèrent ce point de vue en soulignant que l'éducation formelle ne contribue pas toujours à la compétence entrepreneuriale. En effet, dans plusieurs contextes de pays en développement, les nouvelles entreprises créées par des entrepreneures ayant reçu une bonne éducation formelle ont parfois moins de chances de survivre en raison de meilleures opportunités d'emploi salarié pour leur fondatrice.

Également, le soutien institutionnel, y compris l'accès à des services de mentorat et à des réseaux professionnels, est déterminant pour la survie des PME féminines. Les réseaux de soutien permettent aux femmes de partager des ressources, de recevoir des conseils et de développer des partenariats commerciaux. Des études comme celle de Carter et Shaw (2006) montrent que les réseaux féminins peuvent considérablement améliorer la performance des entreprises en fournissant des opportunités de formation continue et en facilitant l'accès aux marchés. En Afrique subsaharienne, maintes initiatives ont été établies pour soutenir les entrepreneures, avec des structures offrant des services de formation, des informations sur le marché et des plateformes de réseautage. Leur efficacité est souvent limitée par des

ressources insuffisantes et par un manque de coordination avec d'autres initiatives de soutien (Stevenson et St-Onge, 2005).

Enfin, les barrières socioculturelles représentent un obstacle majeur à la performance et à la survie des PME féminines. Les normes sociales et les stéréotypes de genre peuvent décourager les femmes de poursuivre des activités entrepreneuriales ou limiter leur accès à des opportunités économiques. Jamali (2009) révèle que les rôles traditionnels de genre et les attentes culturelles empêchent souvent les femmes de se consacrer pleinement à leur entreprise. Les responsabilités familiales disproportionnées constituent également un fardeau pour les femmes entrepreneures. En Afrique, les femmes sont généralement responsables des tâches domestiques et des soins aux enfants, ce qui réduit le temps et l'énergie qu'elles peuvent consacrer à leur entreprise. Des recherches de Mordi et ses collègues (2010) suggèrent que des politiques de soutien familial peuvent atténuer ces contraintes et permettre aux femmes de mieux équilibrer leurs responsabilités professionnelles et familiales.

Ce dossier met en lumière les résultats de cinq études distinctes portant sur les PME féminines au Congo, au Mali, au Gabon et en Tunisie, en explorant les effets de l'accès au financement, le niveau d'éducation, le soutien institutionnel et les barrières socioculturelles.

Jacqueline Offele Okopoue et Elfy Déba Bangagnan Yanga ont examiné les effets de l'accès au crédit sur la performance des PME féminines en République du Congo. Utilisant des données issues du Recensement des très petites, petites, moyennes entreprises et des artisans (RTPMEA), elles démontrent que l'accès au financement est un facteur déterminant de la performance des entreprises féminines. Les résultats révèlent que les entreprises bénéficiant de financements externes ont des niveaux de performance nettement supérieurs à celles n'en disposant pas. En outre, l'étude recommande une série de mesures politiques pour améliorer l'accès au crédit, telles que la simplification des procédures de demande de prêt et la mise en place de programmes de soutien financier spécifiques pour les femmes entrepreneures.

Dans la même veine, **Rolande Iphigénie Menga Mokombi** a étudié les effets du niveau de scolarité sur la survie des PME féminines, toujours en République du Congo. Son analyse montre que le plus haut diplôme obtenu par la promotrice améliore significativement la survie de son entreprise. Utilisant un modèle de régression logistique, l'étude démontre que les entrepreneures avec un niveau d'éducation plus élevé sont mieux équipées pour naviguer parmi les défis du marché et pour prendre des décisions stratégiques. L'âge de la promotrice au moment de la création de l'entreprise et son accès au financement jouent également un rôle crucial. Les résultats suggèrent que les femmes plus âgées, ayant accumulé plus d'expérience et de ressources, sont plus aptes à maintenir leur entreprise à long terme.

L'étude de **Pierre Daniel Indjendje Ndala, Ruphin Ndjambou et Josette Leubou** explore l'inégalité de genre dans la formation des intentions entrepreneuriales au Gabon. À travers une enquête menée auprès de 229 étudiants et de 211 étudiantes en gestion, les auteurs relèvent que les femmes affichent une

intention entrepreneuriale initiale supérieure à celle des hommes. Toutefois, cette intention élevée ne se traduit pas toujours par des actions entrepreneuriales concrètes, indiquant l'existence de barrières spécifiques aux femmes dans le passage de l'intention à la mise en œuvre. Les auteurs suggèrent que ces obstacles incluent des stéréotypes de genre, des responsabilités familiales accrues et un accès limité aux réseaux professionnels. Pour remédier à cela, l'étude recommande la mise en place de programmes de mentorat dédiés, de formations spécifiques et d'incubateurs sensibles au genre pour aider les femmes à surmonter ces défis et à réaliser leurs aspirations entrepreneuriales.

Noufou Sanogo et Fatou Diop Sall ont mené une étude approfondie sur la pérennité des microentreprises agroalimentaires dirigées par des femmes dans le secteur informel au Mali. Le secteur informel, bien que souvent négligé, joue un rôle significatif dans l'économie malienne, en particulier pour les femmes. L'étude relève que ces microentreprises, malgré des conditions souvent précaires et des ressources limitées, réussissent à se maintenir grâce à une résilience remarquable et à une capacité d'adaptation face aux défis économiques. Les résultats indiquent que les facteurs de succès incluent des réseaux de soutien communautaire solides, des compétences de gestion informelle acquises par l'expérience et une innovation continue dans les pratiques commerciales. Pour améliorer la durabilité de ces entreprises, les auteurs recommandent des interventions ciblées telles que l'accès facilité aux formations en gestion, l'amélioration des infrastructures de marché et le soutien gouvernemental sous forme de subventions et de microcrédit.

La région de Mahdia en Tunisie est le terrain choisi par **Imen Zâag et Ali Bennasr** pour examiner les défis rencontrés par les femmes entrepreneures. Malgré une législation favorable et un taux de diplomation élevé, la participation des femmes à la population active demeure faible (28,2 % contre 65,8 % pour les hommes). De plus, le taux de chômage des femmes diplômées de l'enseignement supérieur est de 40,7 %, comparativement à 17,6 % pour les hommes. L'enquête qualitative menée par les auteurs révèle que les préjugés sociaux et les rôles de genre traditionnels limitent le temps et l'engagement des femmes dans des activités entrepreneuriales. Les programmes d'accompagnement actuels ne sont pas adaptés aux besoins spécifiques des femmes, entravant ainsi la réalisation de leur projet. Le territoire influence également l'entrepreneuriat féminin. Les femmes dans les zones rurales sont souvent limitées à des projets agricoles et artisanaux en raison de la pauvreté et du manque d'infrastructures, tandis que celles des zones urbaines ont accès à un plus large éventail d'opportunités. Mahdia présente des disparités régionales significatives, avec des taux de chômage et de pauvreté élevés dans ses délégations intérieures, affectant particulièrement les femmes.

Pour conclure, ces études illustrent les défis multidimensionnels auxquels font face les femmes entrepreneures en Afrique francophone. L'accès au crédit, le niveau d'éducation, le regard social, les contraintes culturelles et l'appui institutionnel sont des facteurs cruciaux pour la performance et la survie des PME féminines. Les résultats obtenus appellent à des politiques publiques et à des initiatives privées visant à renforcer l'autonomisation économique des femmes

en améliorant leur accès à l'éducation, au financement et à des réseaux de soutien adéquats. En intégrant ces recommandations, il serait possible de créer un environnement entrepreneurial plus équitable et propice à la réussite des femmes, contribuant ainsi à un développement économique inclusif et durable en Afrique.

Félix Zogning
Professeur titulaire
École de gestion
Université de Sherbrooke

RÉFÉRENCES

- Aterido, R., Beck, T. et Iacovone, L. (2013). Access to finance in Sub-Saharan Africa: Is there a gender gap? *World Development*, 47, 102-120. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2013.02.013>
- Brush, C. (2006). Women entrepreneurs: A research overview. Dans M. Casson, B. Yeung, A. Basu et N. Wadeson (dir.), *Oxford handbook of entrepreneurship* (p. 611-628). Oxford University Press.
- Carter, S. et Shaw, E. (2006). *Women's business ownership: Recent research and policy development*. DfT Small Business Service.
- Estrin, S. et Mickiewicz, T. (2011). Institutions and female entrepreneurship. *Small Business Economics*, 37(4), 397-415. <https://doi.org/10.1007/s11187-011-9373-0>
- Jamali, D. (2009). Constraints and opportunities facing women entrepreneurs in developing countries: A relational perspective. *Gender in Management*, 24(4), 232-251. <https://doi.org/10.1108/17542410910961532>
- Minniti, M. et Naudé, W. (2010). What do we know about the patterns and determinants of female entrepreneurship across countries? *The European Journal of Development Research*, 22, 277-293. <https://doi.org/10.1057/ejdr.2010.17>
- Mordi, C., Simpson, R., Singh, S. et Okafor, C. (2010). The role of cultural values in understanding the challenges faced by female entrepreneurs in Nigeria. *Gender in Management*, 25(1), 5-21. <https://doi.org/10.1108/17542411011019904>
- Muravyev, A., Talavera, O. et Schäfer, D. (2009). Entrepreneurs' gender and financial constraints: Evidence from international data. *Journal of Comparative Economics*, 37(2), 270-286. <https://doi.org/10.1016/j.jce.2008.12.001>

Stevenson, L. et St-Onge, A. (2005). *Support for growth-oriented, women entrepreneurs in Ethiopia, Kenya, and Tanzania: An overview report*. International Labour Organization.
<https://api.semanticscholar.org/CorpusID:154780519>

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v33n2.1792>